

L'OBSERVATOIRE DU DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIE - EMPLOI

FORMATION /

HABITAT /

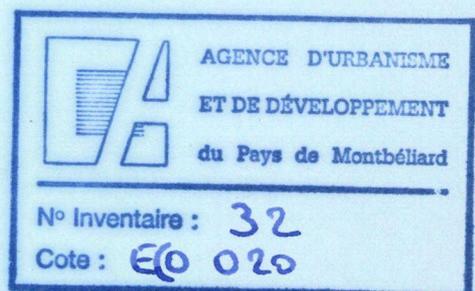
IMMOBILIER D'ENTREPRISE /

DÉMOGRAPHIE-SOCIÉTÉ

OBS
077

Les chiffres clés de l'Economie dans le Pays de Montbéliard

N°1 - Juin 1992



LE BASSIN D'EMPLOI DE MONTBELIARD DEUXIEME BASSIN FRANC-COMTOIS



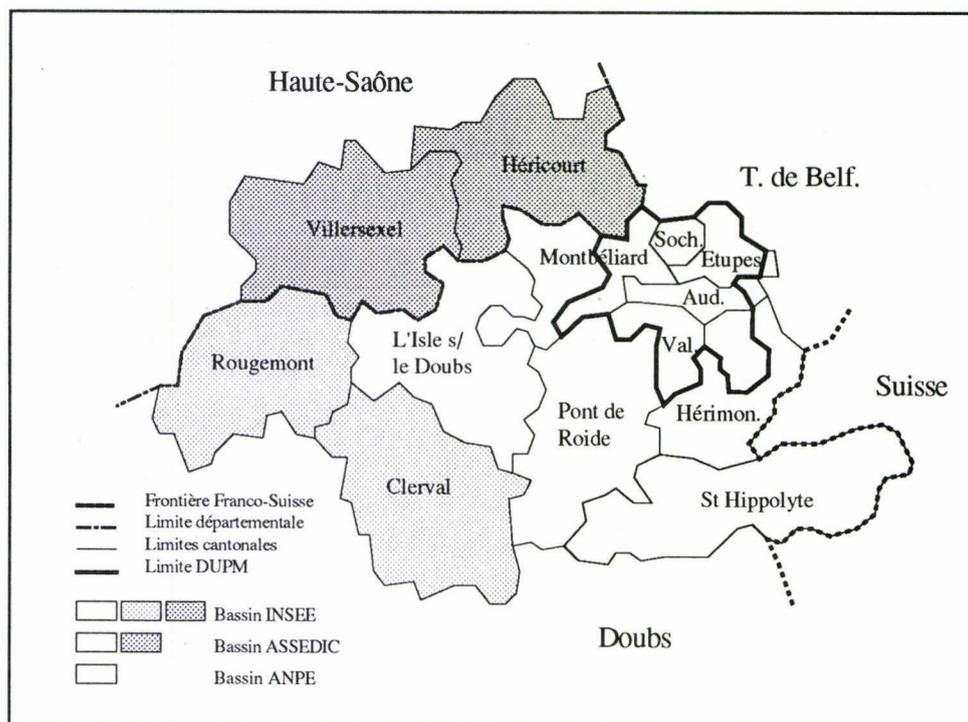
CARTE D'IDENTITE :

- 198 065 habitants,
- 18,05% de la population franc-comtoise,
- 15 cantons,
- 225 communes,
- 35,5% de la population du Doubs.
- 11,1% de la population de la Haute Saône.

TROIS RÉFÉRENCES STATISTIQUES :

- I.N.S.E.E. : 15 cantons 225 communes 198 065 habitants
- ASSEDIC : 13 cantons 175 communes 188 833 habitants
- A.N.P.E. : 10 cantons 70 communes 163 211 habitants

D.U.P.M. : | - 6 cantons 25 communes 120 787 habitants



SOMMAIRE



Les chiffres portent sur :

1 - LA POPULATION

1.1 - POPULATION TOTALE

1.2 - POPULATION ACTIVE

1.3 - POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI

2 - L'EMPLOI

2.1 - EMPLOI TOTAL

2.2 - EMPLOIS SECONDAIRES :

◆ Nombre d'emplois secondaires

◆ Automobiles Peugeot :

- Effectifs 1990 et 1992

◆ Structure des Emplois secondaires

2.3 - EMPLOIS TERTIAIRES.

◆ Secteur privé :

- Nombre d'emplois

- Structures des emplois tertiaires

◆ Secteur public

2.4 - EMPLOIS FÉMININS

3 - LES ENTREPRISES

3-1- STRUCTURE DES ENTREPRISES

3-2- LES GRANDS ETABLISSEMENTS
EN 1982 ET 1990

4 - LE CHOMAGE

4-1 - EVOLUTION DU NOMBRE DE CHÔMEURS

4-2 - INFLUENCE DU SEXE

4-3 - CHÔMEURS SELON L'ÂGE

◆ Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

◆ Demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans

4-4 - CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

◆ Nombre

◆ Répartition selon l'âge et le sexe

SOURCES ET DÉFINITIONS

1 - LA POPULATION DU BASSIN D'EMPLOI



- BE INSEE -

1.1 - POPULATION TOTALE :

198 065* Habitants
* (valeur 1990)

Elle représente 18 % de la population de Franche-Comté.

En 1982, elle était de 207 596 habitants soit une **Baisse** de 9 531 personnes, c'est-à-dire 4,6 % de la population de 1982, *l'équivalent d'une ville moyenne*. Le poids démographique du bassin en Franche-Comté diminue (passant de 19,1% en 1982 à 18 % en 1990). Le DUPM est encore plus touché puisqu'il perd 10 969 habitants.

Cette baisse induit des conséquences sur les structures administratives et les services (Fermetures de classes dans les écoles par exemple) **et donc sur les emplois.**

1.2 - POPULATION ACTIVE :

84 671 personnes*
* 85 676 avec les militaires du contingent.

(C'est la population en âge de travailler et désirant le faire (inscription à l'ANPE). Ce sont les besoins d'emplois du bassin.)

La baisse de population active a été de 4,2 % entre 1982 et 1990.

L'évolution varie de façon notable en fonction du sexe. Alors que la population active masculine **diminue de 9,43 %**, celle de la population active féminine **augmente de 4,76 %**. Deux explications à cette évolution différenciée : d'une part, le "retour au pays" d'une population masculine vivant en célibataire en 1982 et l'émigration de jeunes, professionnellement formés, trouvant plus facilement ailleurs une insertion professionnelle ; d'autre part, la demande des femmes de plus en plus nombreuses à désirer travailler, tendance qu'on retrouve d'une manière très générale en France.

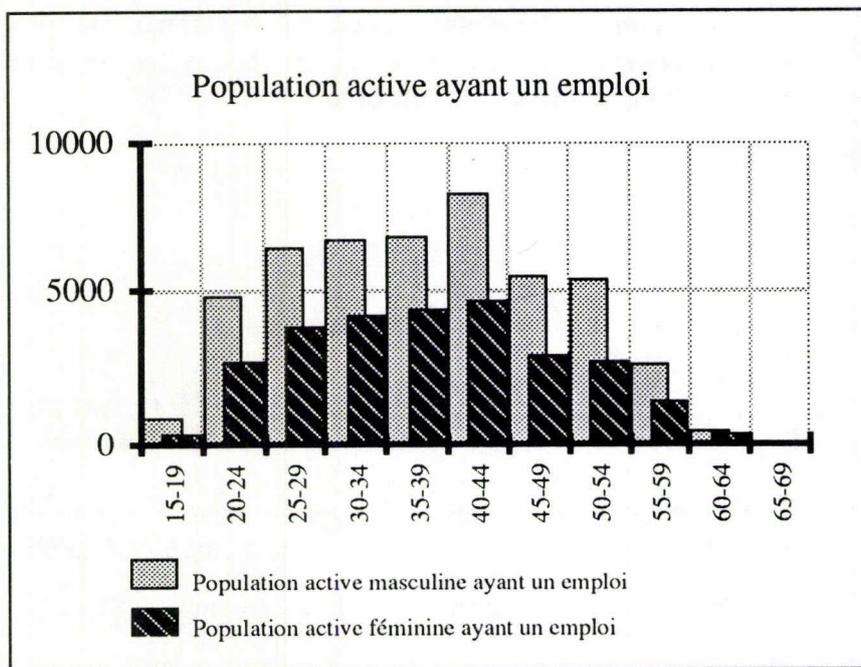
La structure des besoins d'emplois s'est donc modifiée dans le bassin, accentuant le besoin d'emplois féminins.

1.3 - POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI EN 1990 :

75 767 personnes

Elle est en **Baisse** de 4,39 % par rapport en 1982, correspondant à une baisse du même ordre de grandeur que la population totale et la population active.

En 1990 le taux de chômage était de 10,5 % dans le bassin d'emploi, en 1992, il est de 11,3 %



L'écart entre hommes et femmes face à l'emploi, dans toutes les tranches d'âges est considérable.

La tranche d'âge importante des hommes de 40 à 44 ans est la résultante des apports massifs de main-d'oeuvre masculine du début des années 70.

2 - L'EMPLOI



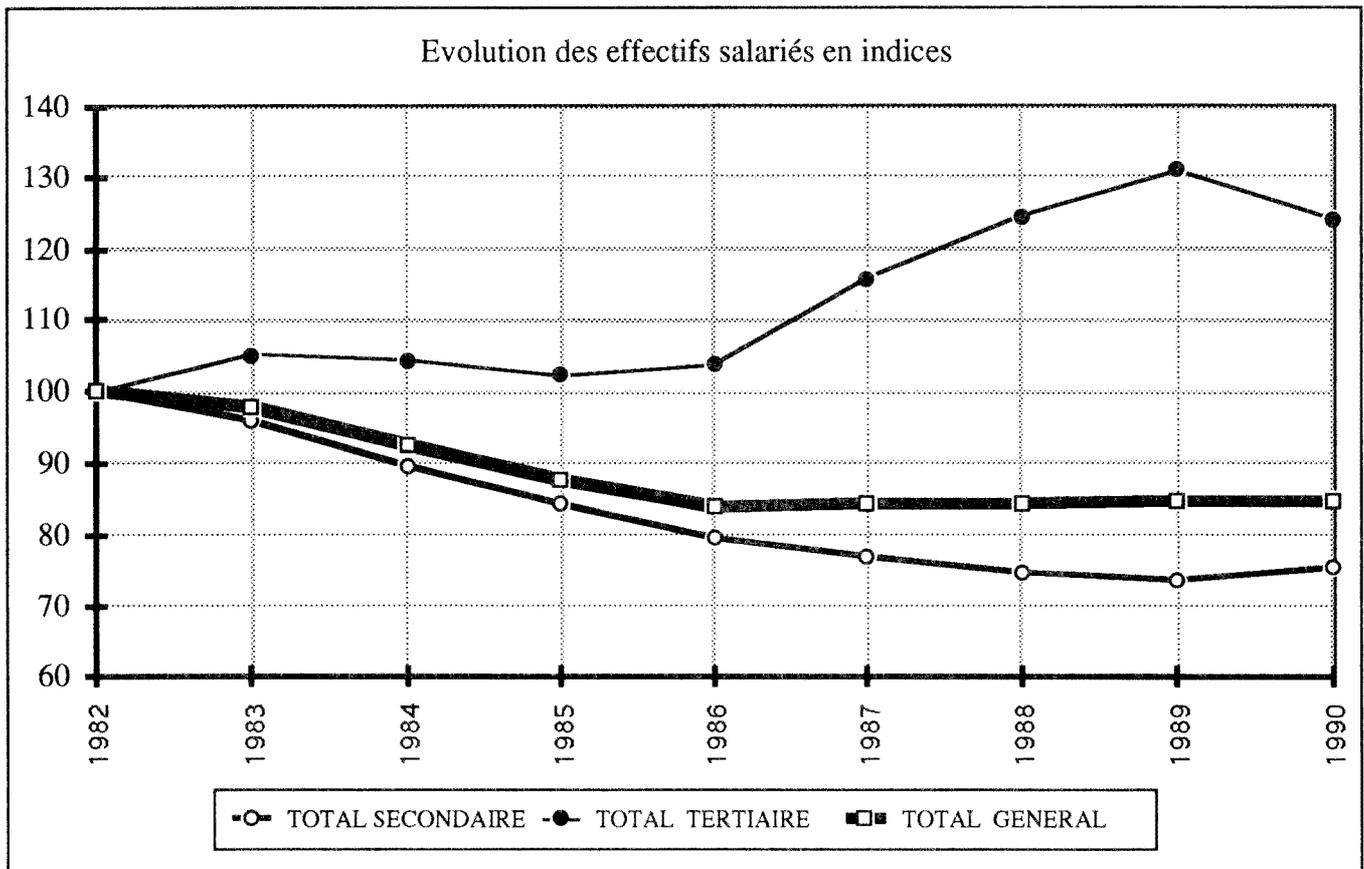
- BE ASSEDIC -

2.1 - L'EMPLOI TOTAL

Selon les statistiques ASSEDIC, le nombre total d'emplois salariés privés dans les établissements assujettis à cet organisme était en 1990 de :

54 738 emplois

En 1982 il était de 64 565, soit une perte de 9 827 emplois ; évolution 1982/1990 : -15,2 % .



2.2 - EMPLOIS SECONDAIRES

◆ Total d'emplois secondaires

En 1990, le nombre d'emplois dans le secteur secondaire était de (y compris BTP) :

39 055 emplois

En 1982, il était de 51 899 soit **une perte de 12 844 emplois** ; évolution 1982/1990 : - 24,7%.

Les emplois secondaires représentent en 1990, 71,3 % des emplois totaux. C'est dire leur prépondérance puisqu'ils ne représentent que 56,6 % en Franche-Comté, pourtant région la plus industrielle de France. *La part des emplois secondaires en France est de 21,1 %*

◆ Automobiles Peugeot

- Effectifs 1990

En 1990 les effectifs de Peugeot* étaient de :

23 821 personnes

Il s'agit de l'effectif permanent, du personnel intérimaire pouvant intervenir en fonction des besoins.

En 1982, l'effectif était de 29 934, soit **une baisse de 6113** personnes ; évolution 1982/1990 : - 20,4 % .

- Effectifs 1992

22 526 personnes

* Les effectifs de Peugeot comprennent : les établissements de Sochaux, Bart, Bessoncourt, Châtenois.

◆ **Structure
des Emplois
Secondaires**

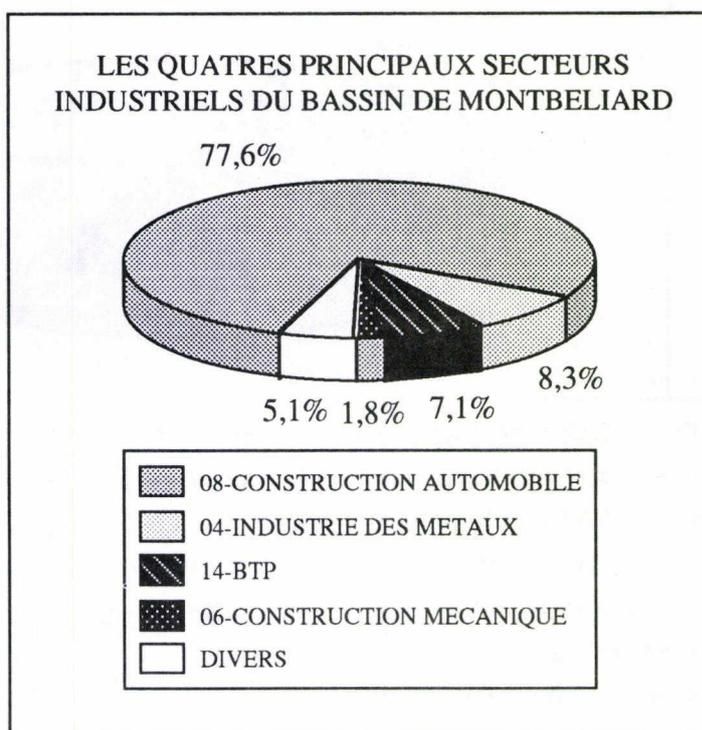
Le secteur secondaire est réparti entre

- Automobiles : 77,6%
- Industrie des métaux : 8,3%
- BTP : 7,1%
- et divers : 6,9%.

On mesure là, l'ampleur de la mono-industrie.

Les pertes pour l'ensemble de la construction automobile ont été de 19,6% par rapport à 1982. Les autres secteurs représentant 22,4% du secondaire, ont perdu 5449 emplois, soit 38,3% par rapport à 1982 ; **les pertes d'emplois ont donc été encore plus sévères dans les autres secteurs que dans l'automobile.**

Les autres branches de l'industrie n'ont donc pas été une activité de substitution pour compenser les pertes de l'automobile.



2.3 - EMPLOIS TERTIAIRES

◆ Secteur Privé - Nombre d'Emplois

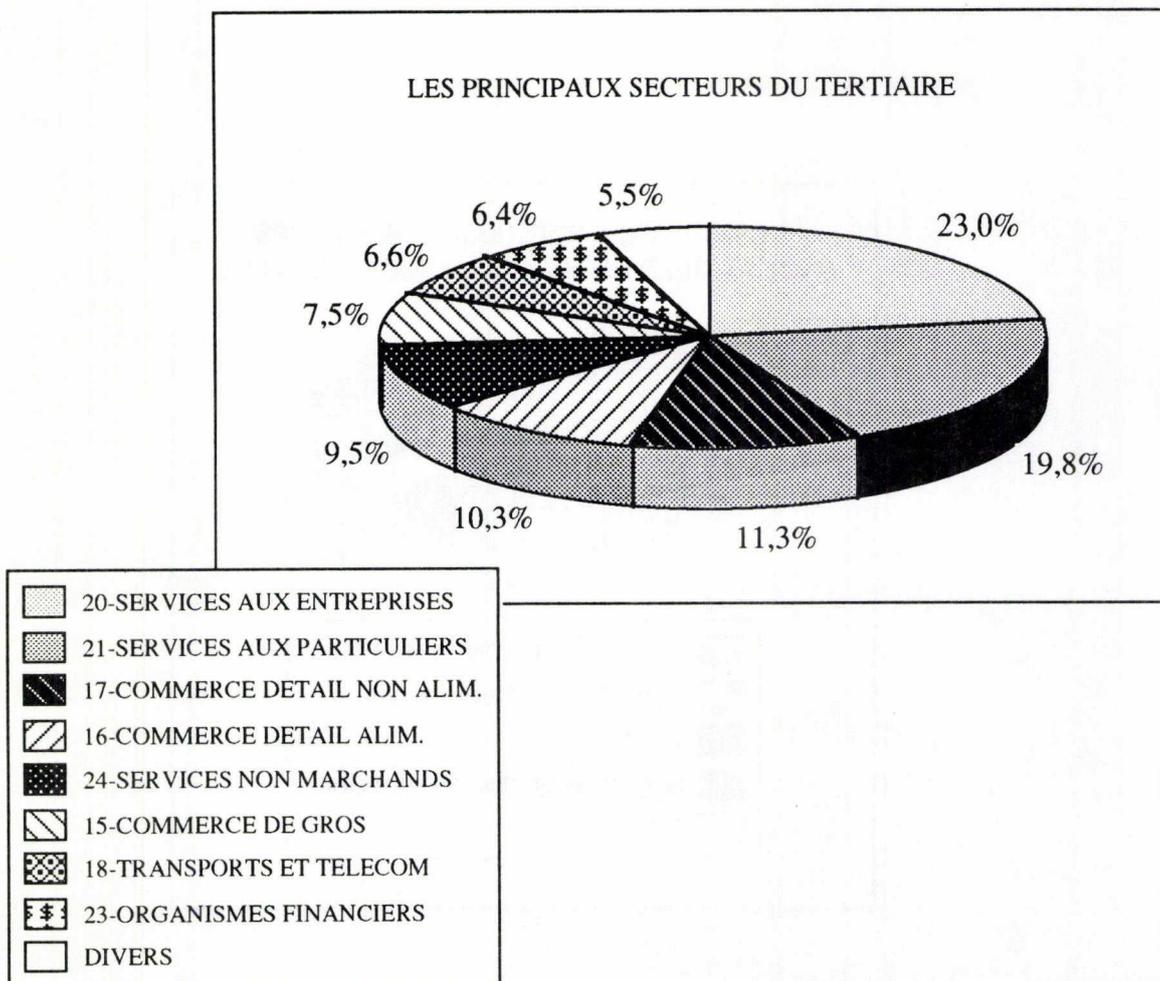
Les effectifs tertiaires du secteur privé étaient en 1990 de :

15 683 emplois

En 1982 ils étaient de : 12639 soit une **augmentation de 3044** personnes ; évolution 1982/1990 : +28,6%.

- Structures des emplois tertiaires

8 secteurs emploient plus de 1 000 salariés et représentent 94,5% du total des emplois tertiaires.



L'évolution des différents secteurs permet de remarquer que les baisses se situent essentiellement dans les commerces. Le secteur principal en hausse est le service aux entreprises. Il convient de préciser que la croissance de ce secteur vient des entreprises intérimaires qui ont connu un développement important et qui ont été classées en 1989 comme services aux entreprises, alors qu'elles figuraient à part précédemment.

La croissance du secteur tertiaire est donc due principalement au développement du travail temporaire, lequel est en grande partie utilisé par les industries du secondaire, et correspond donc à des emplois industriels.

La croissance du secteur tertiaire ne compense pas les pertes du secteur secondaire, et il serait peu raisonnable d'escompter qu'il puisse le faire pour les pertes à venir.

Evolutions 1982/1990 des emplois dans les principaux secteurs tertiaires privés

SECTEURS D'ACTIVITÉ	EFFECTIFS 1982	% du TERTIAIRE	EFFECTIFS 1990	% du TERTIAIRE	EVOLUTION EFFECTIFS 90 - 82	% EVOLUTION 1982/90	
20 SERV. MARCH. ENTREPRISES	1 121	8,9	3 609	23,0	2488	221,9	↑↑
21 SERV. MARCH. PARTICULIERS	2 123	16,8	3 108	19,8	985	46,4	↑
17 COMMERCE DETAIL NON ALIM	2 062	16,3	1 766	11,3	-296	-14,4	↓
16 COMMERCE DETAIL ALIMENT.	1 883	14,9	1 623	10,3	-260	-13,8	↓
24 SERV. NON MARCHANDS	1 628	12,9	1 486	9,5	-142	-8,7	↓
15 COMMERCE DE GROS	1 303	10,3	1 183	7,5	-120	-9,2	↓
18 TRANSPORTS & TELECOM	807	6,4	1 042	6,6	235	29,1	↑
23 ORGANISMES FINANCIERS	869	6,9	1 008	6,4	139	16,0	↑
19 HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	658	5,2	833	5,3	175	26,6	↑
DIVERS	185	1,5	25	0,2	-160	-86,5	↓
TOTAL TERTIAIRE	12 639	100	15 683	100	3044	24,1	↑

◆ Secteur public

Les chiffres disponibles ne permettent pas de connaître avec précision leur nombre exact en 1990 et les évolutions, car les règles de comptabilisation ont été modifiées entre 1982 et 1990 (elles se réfèrent maintenant au lieu de résidence administrative plutôt qu'au lieu d'affectation en 1982).

On peut cependant estimer que leur nombre est de :

environ **6100** emplois publics

Dont 3200 agents des collectivités locales et 2900 agents de l'état.

2.4 - EMPLOIS FEMININS

Une caractéristique importante des emplois dans le bassin est leur faible taux de féminisation.

Dans le **secteur secondaire**, il est en 1990 de

Taux de femmes : 18,2 %

En 1982 il était de 18,8 % ; il a donc tendance à diminuer légèrement et ce n'est pas le fait de l'automobile où il s'est légèrement amélioré.

Dans le **secteur tertiaire**, il est en 1990 de :

Taux de femmes : 50,8 %

En 1982 il était de 56,2 % : l'augmentation des emplois dans le tertiaire a surtout profité aux hommes (emplois intérimaires).

3 - LES ENTREPRISES



- BE ASSEDIC -

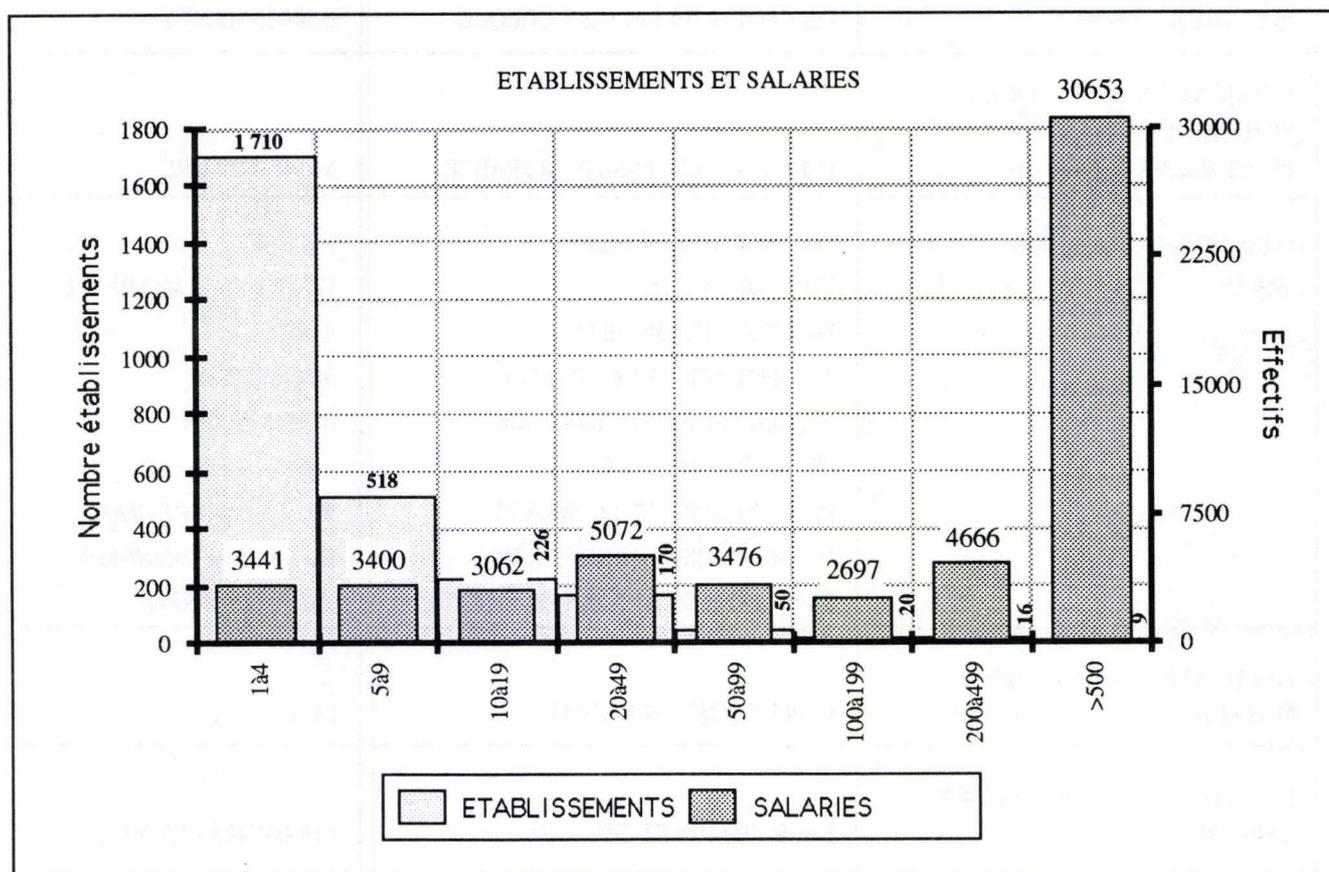
3.1 - STRUCTURE DES ENTREPRISES

Le Bassin de Montbéliard est marqué par la concentration des emplois dans les grands établissements

62,5% des emplois dans les établissements de plus de 200 salariés

Sur les 12 844 emplois perdus dans l'industrie depuis 1982, 12 412 -soit 96,6%- l'ont été dans les établissements de plus de 200 salariés.

Ce poids considérable des grands établissements s'accompagne d'une faiblesse structurelle des P.M.E., traditionnellement les plus porteuses de dynamisme : les établissements de 20 à 200 salariés représentent 8,8% du tissu économique du Bassin et n'emploient que 19,9% des salariés.



3.2 - LES GRANDS ÉTABLISSEMENTS ENTRE 1982 ET 1990

**Les grands établissements industriels :
D'importantes restructurations, mais pas de nouveaux venus.**

Les établissements de plus de 200 salariés en 1982

PREMIERE TRANSFORMATION ACIER (APE 11)	PEUGEOT LOIRE	PONT DE ROIDE
FONDERIE (APE 20)	ACIERIES FONDERIES DE L'EST ACIERIES FONDERIES DE L'EST	STE SUZANNE COLOMBIER FONTAINE
TRAVAIL DES METAUX (APE21)	ETS GFD	L'ISLE SUR LE DOUBS
FABRICATION DE MATERIEL ELECTRIQUE (APE 28)	PEUGEOT OUTILLAGE ELECTRIQUE	HERIMONCOURT
FABRICATION DE MATERIEL ELECTRIQUE, MENAGER ET PROFESSIONNEL (APE 29)	FRIBOURG CONDENSATEUR FRANCE	NOIREFONTAINE
CONSTRUCTION AUTOMOBILE (APE31)	PEUGEOT AUTOMOBILES PEUGEOT CYCLES PEUGEOT AUTOMOBILES PEUGEOT ACIER ET OUTILLAGE PEUGEOT ACIER ET OUTILLAGE PEUGEOT JAPY ET CIE PEUGEOT ACIER ET OUTILLAGE PEUGEOT ACIER ET OUTILLAGE SA MARTI INDUSTRIELLE PRECISION	SOCHAUX VALENTIGNEY MANDEURE BART AUDINCOURT HERIMONCOURT AUDINCOURT AUDINCOURT PT GLAND VALENTIGNEY MANDEURE VIEUX CHARMONT
FABRICATION INSTRUMENTS MATERIEL PRECISION (APE 34)	L'EPEE SOCIETE NOUVELLE	SAINTE SUZANNE
INDUSTRIE DE L'AMEUBLEMENT (APE 49)	STE BAUMANN ET CIE	COLOMBIER FONTAINE

Les établissements de plus de 200 salariés en 1989

SIDERURGIE (APE 10)	UGINE ACIERS DE CHATILLON ET GEUGNON	<i>PONT DE ROIDE</i>
FONDERIE (APE 20)	ST METALLURGIQUE DE CHATEAURoux	<i>COLOMBIER FONTAINE</i>
TRAVAIL DES METAUX (APE21)	BELEY ET FILS PEUGEOT OUTILLAGE ELECTRIQUE	<i>DASLE HERIMONCOURT</i>
CONSTRUCTION AUTOMOBILE (APE 31)	PEUGEOT AUTOMOBILES ECIA ECIA PEUGEOT AUTOMOBILES PEUGEOT M.T.C. PEUGEOT JAPY ET CIE ECIA SA MARTI INDUSTRIELLE PRECISION	<i>SOCHAUX VALENTIGNEY MANDEURE AUDINCOURT BART VALENTIGNEY MANDEURE AUDINCOURT HERIMONCOURT VIEUX CHARMONT</i>
INDUSTRIE DE L'AMEUBLEMENT (APE 49)	STE BAUMANN ET CIE	<i>COLOMBIER FONTAINE</i>

Les grands établissements tertiaires : des restructurations dans le commerce de grande distribution

Les établissements de plus de 200 établissements
dans le tertiaire privé en 1982

COMMERCE DETAIL D'ALIMENTATION GENERALE GRANDE SURFACE (APE 61)	CEDIS MAMMOUTH	<i>EXINCOURT</i>
COMMERCE DETAIL ALIMENTAIRE DE PROXIMITE OU SPECIALISE (APE 62)	ST RAVI	<i>VIEUX CHARMONT</i>
LOCATION ET CREDIT BAIL IMMOBILIER (APE 81)	SA HLM FRANCHE COMTE	<i>MONTBELIARD</i>

Les établissements de plus de 200 salariés
dans le tertiaire privé en 1989

COMMERCE DETAIL D'ALIMENTATION GENERALE GRANDE SURFACE (APE 61)	GEANT CASINO HYPERMARCHÉ CORA	<i>EXINCOURT MONTBELIARD</i>
LOCATION ET CREDIT BAIL IMMOBILIER (APE 81)	SA HLM FRANCHE COMTE	<i>MONTBELIARD</i>

4 - LE CHOMAGE



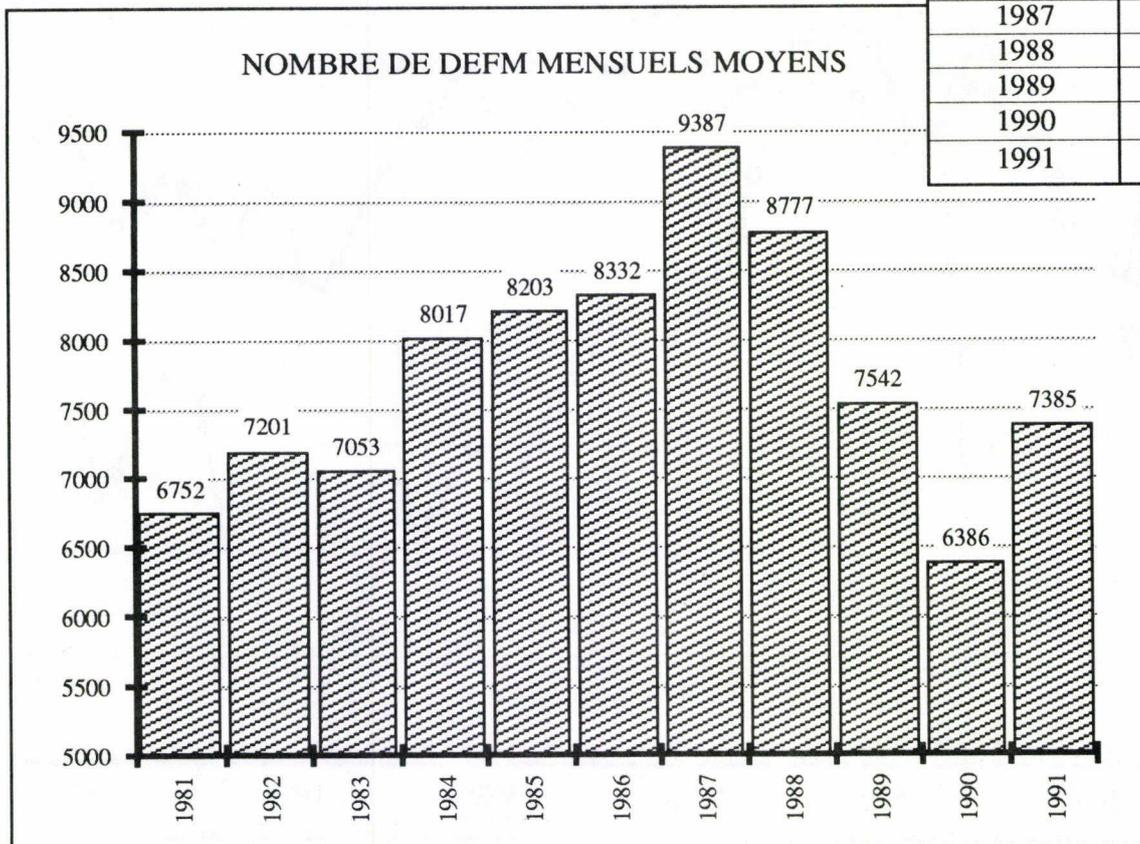
- BE ANPE -

4.1 - EVOLUTION DU NOMBRE DE CHOMEURS

Le graphique ci-dessous donne les évolutions du nombre moyen mensuel de chômeurs depuis 1981. (DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois)

Depuis 1987 qui a constitué un maximum, la situation du chômage s'est améliorée jusqu'à mai 1990 où le nombre de chômeurs est descendu à 5538 ; à partir de juin 1990, la croissance du nombre de chômeurs a repris : ils étaient **7395 en décembre 1991**. (Fin mars 1992 : 7 821).

ANNEES	DEFM
1981	6 752
1982	7 201
1983	7 053
1984	8 017
1985	8 203
1986	8 332
1987	9 387
1988	8 777
1989	7 542
1990	6 386
1991	7 385

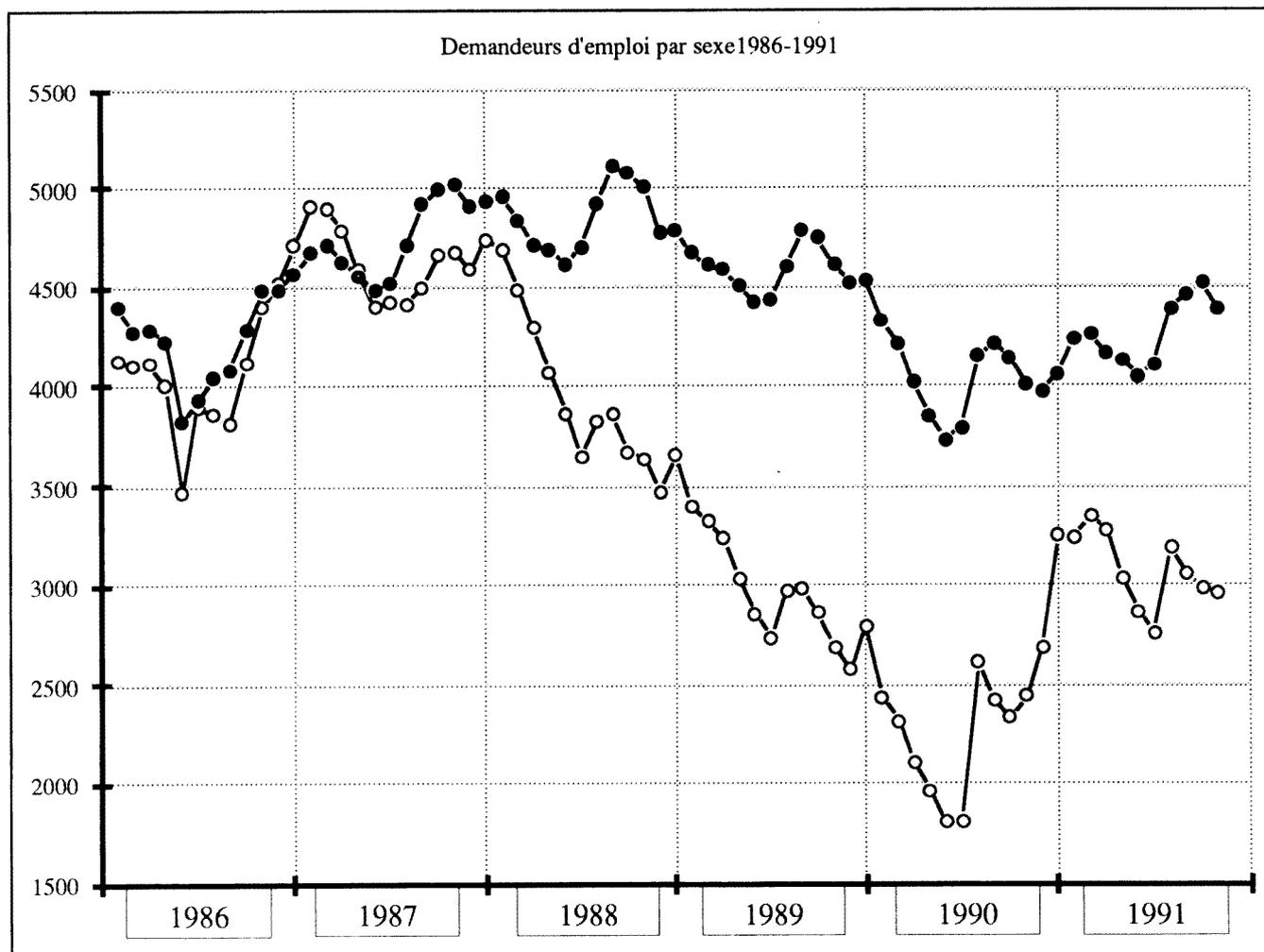


4.2 - INFLUENCE DU SEXE

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, les femmes sont de plus en plus nombreuses à vouloir travailler ; cependant elles ont beaucoup de difficultés à s'insérer professionnellement dans le bassin de Montbéliard. Le nombre des chômeuses traduit l'inadéquation entre une population active qui tend à se féminiser et des emplois qui le sont peu.

L'évolution des hommes et des femmes, mois par mois depuis 1986, est tout à fait typique à cet égard.

Les femmes n'ont que faiblement profité de l'amélioration enregistrée depuis 1987 ; par contre, quand les difficultés ont repris en juillet 1990, les hommes ont tout de suite été plus lourdement touchés. Le graphique ci-dessous illustre ces évolutions.



4.3 - CHÔMEURS SELON L'ÂGE

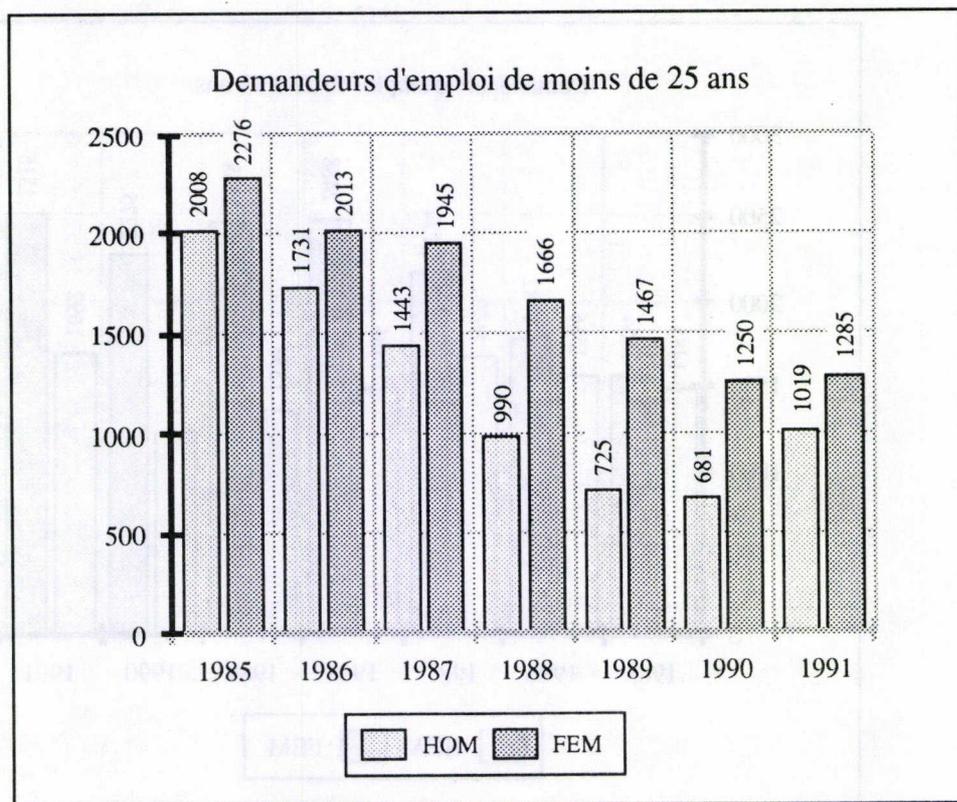
◆ Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

Les différentes mesures en faveur de l'insertion des jeunes ont permis une amélioration sensible depuis 1985 jusqu'en 1990. Comme pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, l'amélioration a été plus faible pour les femmes que pour les hommes ; par contre la détérioration qui réapparaît à partir de juin 1990 est plus sévère pour les hommes.

La proportion de moins de 25 ans dans l'ensemble des demandeurs est passée de 52,2% en 1985 à 29,2% en 1990 et remontée à 31,5% en 1991.

L'ancienneté au chômage est en moyenne en 1990 de :

- Hommes : 123 jours (~ 4 mois)
- Femmes : 264 jours (~ 9 mois)



◆ **Demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans**

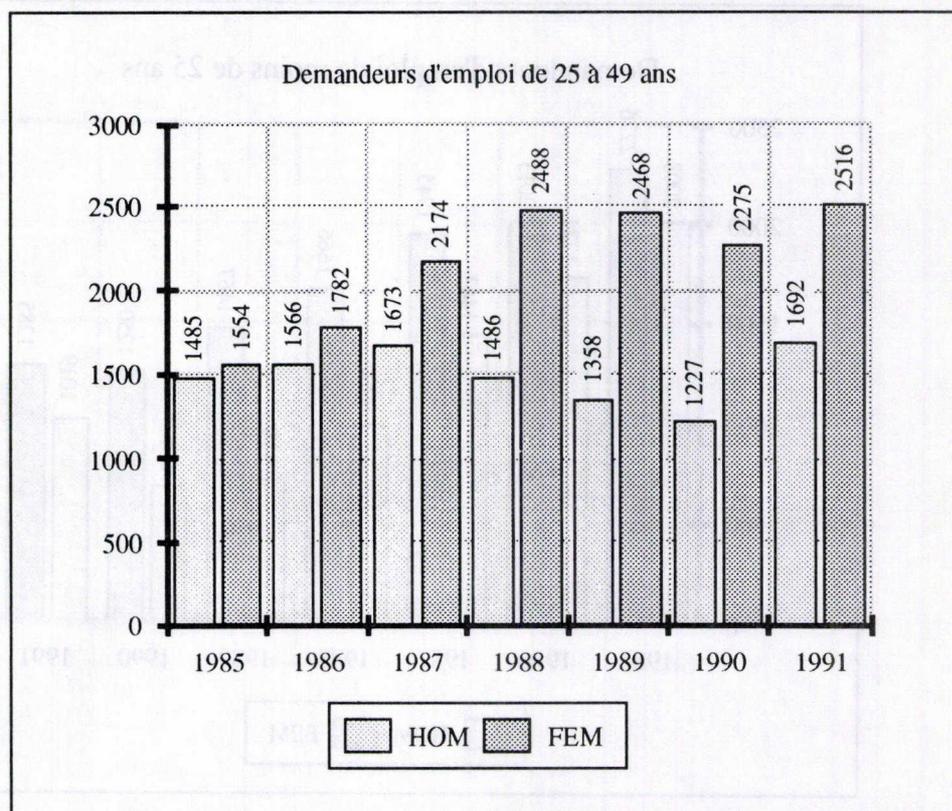
Cette tranche d'âge constitue le noyau dur du chômage dans la période d'amélioration : celle-ci a été très faible pour les hommes à partir de 1987, pratiquement nulle chez les femmes.

La proportion de demandeurs de 25 à 49 ans est passée de 37% en 1985 à 57,3% en 1991.

L'ancienneté au chômage est en moyenne en 1990 de :

-Hommes : 269 jours (~ 9 mois)

-Femmes : 360 jours (1an)



4.4 - CHÔMEURS "LONGUE DURÉE"

◆ Nombre

Les chômeurs de longue durée, c'est -à- dire inscrits depuis plus d'un an, étaient en 1991:

1 914 chômeurs

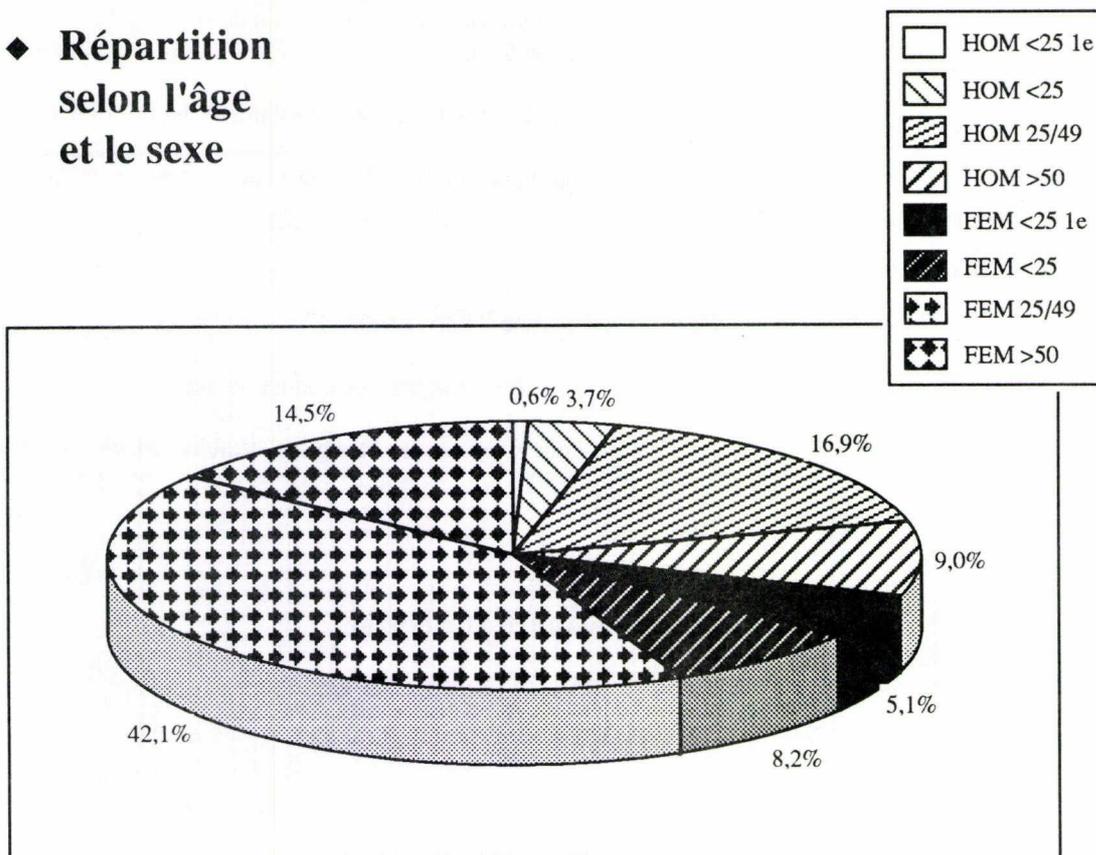
◆ Proportion dans le total des demandeurs d'emploi

Ils représentent en 1991, 25,9 % du total des demandeurs d'emploi.

Ils en représentaient : - en 1983 : 8,3 %

- en 1987 : 9,5 %

◆ Répartition selon l'âge et le sexe



Les hommes représentent 30 % du total des chômeurs longue durée, les femmes en représentent 70%.



SOURCES

Ce document a été élaboré à partir des données suivantes :

Pour le chapitre "Population" :

- Données des recensements *RGP 1982 et 1990, INSEE.*

Pour le chapitre "Emploi" :

- Données *ASSEDIC*, plaquettes annuelles sur l'évolution de l'emploi dans la circonscription de Belfort, Montbéliard et Haute Saône.
- Pour le paragraphe "Automobiles Peugeot", données *SAP*
- Pour le paragraphe "Secteur public", données *INSEE*

Pour le chapitre "Entreprises" :

- Données *ASSEDIC*, plaquettes annuelles
- Pour le paragraphe "les grands établissements", données *DRTE.*

Pour le chapitre "Chômage" :

- Données *ANPE et DRTE.*

DEFINITIONS



Population active : Elle comprend la population active ayant un emploi, les chômeurs, et depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.
(Elle comprend donc les femmes au foyer ou mères de famille à la recherche d'un emploi).

Population active ayant un emploi : Personnes qui ont un emploi - salarié ou non - et l'exercent au moment du recensement. Egalement personnes ayant déclaré être en contrat d'apprentissage, contrat d'adaptation ou de qualification à durée déterminée, les intérimaires, les stagiaires rémunérés en formation ou entreprise.
"Population active" et "population active ayant un emploi" sont comptabilisées au lieu de résidence.

Emploi salarié privé : Il s'agit des emplois des établissements assujettis à la convention du 31 décembre 1958, soit :

- une toute petite partie du secteur primaire
- la totalité du secteur secondaire
- les entreprises privées du secteur tertiaire.

L'emploi salarié est comptabilisé au lieu de travail.

Secteurs d'activité : La nomenclature d'activités, auquel se rattachent toutes les données présentées dans les chapitres "Emploi" et "Entreprises", est la Nomenclature d'Activité et de Produits (NAP) en 24 postes utilisés par les ASSEDIC. Elle comprend les postes suivants :

Pour le secteur secondaire :

- 02 Industrie agricole et alimentaire
- 03 Energie
- 04 Industrie des métaux
- 05 Industrie chimie, caoutchouc, verre
- 06 Construction mécanique
- 07 Construction électrique électronique
- 08 Construction automobile
- 10 Parachimie et Industrie pharmaceutique
- 11 Industrie cuir et chaussures
- 12 Industrie textiles et habillement
- 13 Imprimerie ; Industrie du Bois
- 14 Bâtiment, génie civil

Pour le secteur tertiaire :

- 15 Commerce de gros
- 16 Commerce détail alimentaire
- 17 Commerce détail non alimentaire
- 18 Transports et télécommunications
- 19 Hôtels, cafés, restaurants
- 20 Services marchands entreprises
- 21 Services marchand particuliers
- 22 Assurances
- 23 Organismes financiers
- 24 Services non marchands
- 25 Divers
- 7713 Entreprises travail temporaire

- Entreprise :** Personne physique ou morale exerçant une activité professionnelle non salariée. Une entreprise peut être une société ou un entrepreneur individuel. C'est une entité financièrement et juridiquement autonome, constituée pour la production de biens ou de prestations de services.
- Etablissement :** Unité géographique où une entreprise exerce son activité (usine, atelier, dépôt, etc...) La plupart des entreprises n'ont qu'un seul établissement, mais les plus importants en ont plusieurs.
- Chômage :** Il y a deux façons de dénombrer les chômeurs :
- les inscrits à l'ANPE (les demandeurs d'emploi)
 - les personnes qui répondent au critère du B.I.T. (Bureau International du Travail) : être sans travail au cours de la semaine précédente, être disponible immédiatement et rechercher effectivement du travail (définition RGP 90).

Rédaction et conception :
Annie DECHAUX
en collaboration avec
Isabelle BRUHL

Agence d'Urbanisme et de Développement
du Pays de Montbéliard
Tél. 81 94 52 13